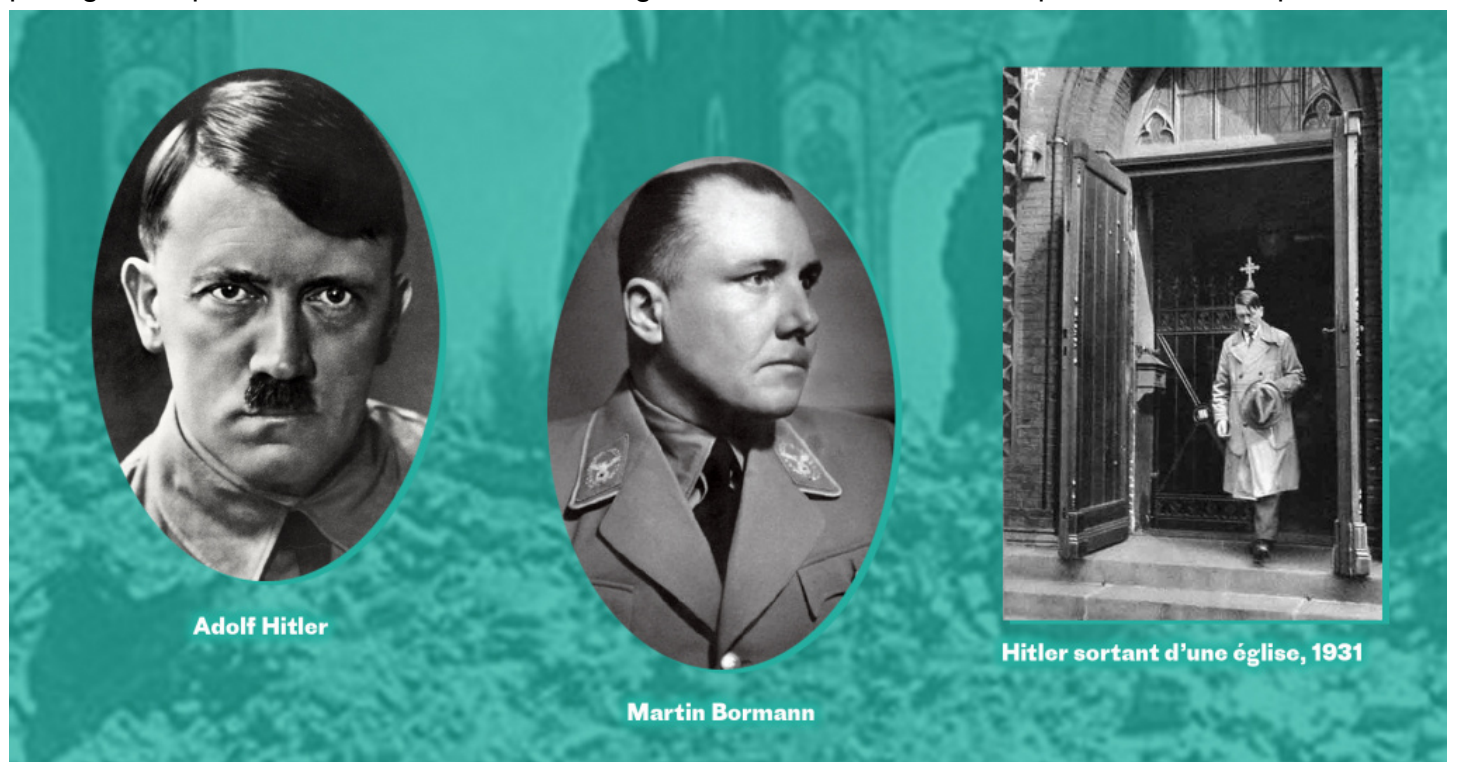


Plusieurs organisations gouvernementales allemandes s'occupaient des affaires de l'Église russe. Suivant la dureté de leur position, elles se répartissent comme suit : le ministère des Affaires ecclésiastiques du Reich se montrait le plus souple ; ensuite venait le Commandement suprême de la Wehrmacht et l'Administration militaire en Russie, puis le ministère des Territoires occupés de l'Est, prêt à faire des concessions avec les Églises orthodoxes. L'Office central de sûreté du Reich (RSHA) se montrait beaucoup plus dur, tandis que la direction du Parti nazi – le chef de la Chancellerie du Parti M. Bormann et Hitler lui-même – était ouvertement hostile à l'Église orthodoxe.

Dans un premier temps, les autorités allemandes (principalement le ministère des Affaires ecclésiastiques du Reich) firent preuve de bienveillance envers l'Église russe hors-frontières, tout en poursuivant une politique d'unification systématique de la diaspora orthodoxe dans le Troisième Reich. Cette campagne devait avoir un effet de propagande internationale. Le régime nazi voulait renvoyer à l'opinion une image aux antipodes de celle du gouvernement soviétique, qui, dans les années 1930, persécutait violemment l'Église russe. D'autre part, on se donnait pour objectif d'adoucir l'effet négatif des informations sur le début des répressions contre les Églises catholique et luthérienne, qui commençaient à se répandre à l'étranger, ainsi que de bien disposer envers le Reich la population orthodoxe des États balkaniques : Bulgarie, Roumanie, Grèce et Yougoslavie. Bientôt, le ministère des Affaires ecclésiastiques du Reich se mit à poursuivre ses propres objectifs, que les autres services ne partageaient pas, à savoir la création d'une Église orthodoxe allemande supranationale indépendante.



Après l'agression militaire du Reich contre les Balkans, au printemps 1941, puis, en juin contre l'URSS, la politique religieuse allemande subit d'importants changements, dont les premiers signes s'étaient fait sentir dans le Gouvernement général de Pologne en 1939-40. L'hostilité déclarée contre l'Église

orthodoxe russe prend le dessus. On applique à l'Église russe les méthodes de pression déjà essayées sur d'autres confessions en Allemagne, où la ligne directrice à l'égard des religions consistait à aller vers un éclatement (intérieur et extérieur) des structures traditionnelles stables et vers une « atomisation » des Églises. On cherche aussi à fragmenter l'Église russe en plusieurs parties non liées les unes aux autres (principalement des églises nationales), entièrement contrôlées. Les nazis s'efforcent, en même temps, d'utiliser les structures de l'Église pour aider l'administration des territoires occupés et à des fins de propagande. Par conséquent, les rapports avec le clergé russe de l'émigration changent également : on cherche à l'isoler entièrement des événements en Russie et des prisonniers de guerre ou des citoyens soviétiques travaillant en Allemagne.

A compter de juillet 1941, les services nazis essentiels s'intéressent de près aux Églises orthodoxes. C'est le cas de la Chancellerie du parti, de l'Office central de la sûreté du Reich (RSHA), du ministère des Territoires occupés de l'Est, et du ministère des Affaires étrangères. Le ministère des affaires ecclésiastiques du Reich est « relégué au second plan », il n'est pas admis sur les territoires occupés de l'URSS. En cas de victoire militaire du Troisième Reich, l'Église orthodoxe aurait été confrontée à la troisième étape de la politique religieuse nazie. Le RSHA et la Chancellerie du parti, en effet, élaborent un plan de liquidation progressive de l'Église, suivie de la mise en place d'une nouvelle religion dans les territoires occupés de l'Est.

Malgré des différences initiales, la politique religieuse nazie et la politique religieuse soviétique d'avant-guerre (1920-années 1930) ont beaucoup en commun. L'exemple du Warthegau (province de Poznanie), choisie en 1930 pour servir de « polygone d'expérimentation » aux nazis en matière de religion, le montre bien. Comme en URSS, les monastères y sont fermés, l'activité religieuse est réduite à la communauté paroissiale.

Au début de la guerre, en URSS, les nazis décident d'accorder un certain répit aux orthodoxes sur les territoires occupés. Des directives prescrivent de ne pas empêcher la population locale de pratiquer sa religion, même s'il n'est pas question, cependant, de l'encourager. Un projet de loi sur la liberté de pratique religieuse à l'Est est même élaboré, mais la loi ne verra pas le jour. En dehors même de l'effet négatif qu'elle aurait pu avoir sur l'Église en Allemagne, signer cette loi aurait sans doute dépassé les forces d'Hitler, compte tenu de sa position foncièrement antichrétienne. La politique religieuse réelle de l'administration allemande sur les territoires occupés est d'ailleurs assez similaire à celle de la politique soviétique d'avant-guerre. Dans une ordonnance du 16 août 1941, Heydrich, chef du RSHA, ordonne aux sections de la police de sûreté et du SD de l'informer en permanence du développement de la situation religieuse sur les territoires occupés de l'URSS.



Reinhard Heydrich

Franklin Roosevelt

Alfred Rosenberg

A la différence des dirigeants soviétiques – et c’est l’une des particularités de la politique religieuse nazie – presque tous les responsables du Troisième Reich accusent une nette tendance mystique pseudo-religieuse et accordent à la spiritualité une grande importance. A la fin des années 1930, ils élaborent les plans d’une « nouvelle religion ». A la fin de l’année 1941, dans une déclaration officielle, le président des États-Unis Roosevelt mentionne l’un de ces plans, probablement intercepté par les services secrets américains. Vers 1939, A. Rosenberg, ministre des Territoires occupés, élabore le « Plan de politique religieuse nationale-socialiste ». Très détaillé, il s’étale sur 25 ans, étapes par étapes. Il y est précisé que dans 25 ans la religion d’État nazie devra être obligatoire pour tous les citoyens. Ainsi, si le plan avait été appliqué, un avenir sombre attendait les confessions traditionnelles.

Dès août 1941, deux mois après le début de la guerre avec l’URSS, une ligne directrice est adoptée sur la politique religieuse à l’Est, en conformité avec les directives personnelles d’Hitler. Les autorités allemandes devaient seulement tolérer l’Église russe, encourageant au maximum son morcellement, afin d’éviter une possible cohésion des « éléments dirigeants » dans la lutte contre le Reich. L’objectif était aussi d’utiliser l’orthodoxie à des fins de propagande, en tant que force spirituelle poursuivie par les autorités soviétiques et potentiellement hostile au bolchevisme. Les organismes de l’Église devaient aider l’administration allemande sur les territoires occupés.

Les directives d’Hitler, interdisant aux militaires de la Wehrmacht d’encourager sous quelle forme que ce soit la renaissance de la vie religieuse à l’Est, ne doivent rien au hasard. Durant la seconde moitié de l’année 1941, des officiers et des représentants de l’administration militaire allemande ont, en effet, encouragé l’ouverture des églises. Une seule directive s’avéra insuffisante pour mettre fin à cette

tendance, et Hitler, visiblement inquiet à ce sujet, publia de nouvelles directives au mois de septembre. Elles sont éditées en même temps que les quatre précédentes le 2 octobre 1941, sous la forme d'ordonnances des commandants des groupes de l'arrière des armées « Nord », « Centre » et « Sud ». Bientôt, les autorités militaires publient des directives complémentaires dans différentes notes explicatives, décrivant la position qu'il convient d'occuper à l'égard de l'Église orthodoxe. Peu à peu, mais pas immédiatement, ces ordonnances font leur effet et les armées allemandes cessent complètement d'accorder leur aide à l'Église.

Durant les premiers mois de la guerre contre l'URSS, profitant de ce que l'administration civile n'était pas encore tout à fait installée sur les territoires occupés, les organes de la police de sûreté et du SD tentèrent d'établir leur influence sur les organisations religieuses. L'exemple de la Biélorussie et de l'Ukraine est particulièrement édifiant. La police de sûreté et le ministère des Territoires occupés de l'Est étaient loin d'être d'accord. La politique religieuse orientale du RSHA suivait un plan établi sur le long terme, prévoyant l'après-guerre. Le 31 octobre 1941, une directive secrète signée par Heydrich paraît. Le racisme brutal de cette ordonnance ne laisse aucun doute sur le sort réservé à l'orthodoxie en cas de victoire de l'Allemagne hitlérienne. Elle aurait été anéantie, et on aurait tenté d'implanter une « nouvelle religion », sans les principaux dogmes chrétiens.

Le ministère des Territoires occupés ne faisait pas de plans sur le long terme. Il avait à résoudre des problèmes concrets : « pacifier » les territoires occupés, exploiter leur potentiel économique dans l'intérêt du Troisième Reich, assurer à l'administration allemande le soutien de la population locale. La propagande avait donc une importance cruciale, et il semblait tout à fait opportun d'utiliser les sentiments religieux de la population. Ce sont le ministère et ses commissaires, revêtus d'une autonomie considérable, qui déterminèrent largement la politique religieuse des autorités allemandes en Ukraine, en Biélorussie et dans les Pays baltes.

Dans sa déposition du 16 octobre 1946, au procès de Nuremberg, A. Rosenberg déclarait : « Après l'entrée des armées allemandes sur les territoires de l'Est, l'armée a octroyé la liberté de culte de sa propre initiative ; quand je suis devenu ministre des territoires orientaux, j'ai sanctionné légalement cette pratique, publiant un décret spécial « De la liberté de l'Église » fin décembre 1941. » Ce décret a bien été rédigé par Rosenberg, mais, à cause de l'opposition de personnalités aussi influentes que Bormann et Hitler en personne, il n'a jamais été publié. L'élaboration d'une loi fondamentale sur la liberté religieuse dans les territoires occupés de l'Est et les négociations à ce sujet ont duré sept mois, d'octobre à début mai. Finalement, le 18^e et dernier projet de loi a été catégoriquement rejeté par Hitler. Seule une version abrégée de notes explicatives à la loi non adoptée est finalement publiée, sous forme de décrets des commissaires du Reich.



Alfred Rosenberg
au procès de Nuremberg



Erich Koch



Hinrich Lohse

Les négociations ont été particulièrement actives au printemps 1942. L'élan religieux obligeait, en effet, à s'occuper sérieusement de la question religieuse en Russie. Remarquons qu'Hitler en personne accordait une grande importance aux problèmes religieux, voyant dans la religion un élément clé pour « manipuler les peuples conquis ». Le 11 avril 1942, il expose devant un cercle de proches sa vision de la politique religieuse : morcellement des Églises par la force, modification contrainte et forcée du contenu des croyances de la population des territoires occupés, interdiction « de fonder des Églises pour des territoires russes un tant soit peu étendus ».

Appliquant les directives de Rosenberg, le chef du Commissariat du Reich en Ukraine (RKU), E. Koch, publie le 1^{er} juin un décret soumettant les organisations religieuses au contrôle de l'administration allemande, suivi par H. Lohse, commissaire du Reich pour « l'Ostland », qui publie le même décret le 19 juin. Les documents ne contiennent aucune mention de la liberté de foi ou d'activité religieuse ; l'accent est mis sur le mode d'enregistrement des communautés de fidèles. Celles-ci ne sont autorisées qu'à remplir des tâches strictement religieuses.

Ainsi, à l'été 1942, les Allemands ont définitivement élaboré leur ligne de conduite en politique religieuse à l'Est, s'appuyant sur l'opinion de la Chancellerie du Parti et sur les directives personnelles d'Hitler. Ceux qui n'approuvaient pas cette approche devaient céder. La ligne officielle ne change guère par la suite, bien que le ministère des Territoires occupés de l'Est et le commandement de la Wehrmacht tentent régulièrement, par différents moyens, d'obtenir un certain assouplissement.

Dès l'automne 1941, afin d'éviter la renaissance d'une Église russe unie et forte, les nazis, soutiennent

en Ukraine, dans les Pays baltes et en Biélorussie des hiérarques orthodoxes opposants au Patriarcat de Moscou, qui revendiquent le droit de fonder des structures ecclésiastiques autocéphales. A la vérité, les commissaires du Reich, ne partageaient pas toujours entièrement cette ligne de conduite du ministère. H. Lohse tolérait l'Église russe bien organisée dans les Pays baltes, et ne s'opposait pas à son activité missionnaire dans le Nord-Ouest de la Russie. Il n'autorise pas, cependant, la réunion administrative de l'Exarchat des Pays baltes à la Biélorussie, où il encourage par tous les moyens le développement du séparatisme ecclésiastique, bien que sans grand succès.



Presque toutes les régions russes occupées par les armées allemandes étaient situées sur la ligne frontalière et dépendaient de l'administration militaire qui, dans bien des cas, se montrait souple sur l'application pratique de la ligne officielle nazie à l'égard de l'Église russe. Par comparaison avec les autres régions, la situation était particulièrement favorable dans le Nord-Ouest de la Russie, où la Mission spirituelle orthodoxe de Pskov poursuivait son œuvre avec succès. Le métropolite Serge (Voskressenski), chef de l'Exarchat du Patriarcat de Moscou aux Pays baltes, est autorisé par le commandement militaire à créer cette Mission dès août 1941. Il se dévoua à cette œuvre jusqu'à son assassinat, en avril 1944. La renaissance religieuse dans certaines régions russes était intensive, étroitement liée à la montée du sentiment national.

La situation différait quelque peu en Ukraine. L'administration allemande commença par soutenir les séparatistes religieux, et encouragea la fondation d'une Église ukrainienne autocéphale, en opposition à l'Église autonome créée quelques mois plus tôt dans le cadre du Patriarcat de Moscou. Mais, les rapports avec les nationalistes ukrainiens se dégradant, le mouvement de résistance des partisans de

S. Bandera prenant de l'ampleur, l'Église autocéphale perd bientôt sa situation privilégiée.

La politique religieuse nazie évolue fin 1943 – début 1944. Désireux de contrer la propagande soviétique, le RSHA, avec l'accord de la Chancellerie du Parti, prend l'initiative d'une série de conférences de hiérarques orthodoxes, permettant ainsi à la vie ecclésiale de s'animer notablement. Une première conférence des hiérarques de l'Église russe hors-frontières est autorisée à Vienne du 8 au 13 octobre 1943, malgré des relations très tendues depuis 1941. En mars-avril 1944, une série de conférences lui fait suite : deux à Varsovie, organisées par les évêques des Églises ukrainiennes autocéphale et autonome, puis à Minsk, avec les hiérarques de l'Église biélorusse, puis à Riga, par le clergé de l'Exarchat du Patriarcat de Moscou dans les Pays baltes.

En même temps, le ministère des Territoires occupés de l'Est revient à sa vieille idée de soutien aux Églises nationales et, avant tout, à l'idée d'une Église ukrainienne unie. A cette fin, un Concile local panukrainien est envisagé, et même l'élection d'un patriarche, deux candidats convenables ayant été choisis à l'avance. En mai 1944, les hiérarques de l'Église ukrainienne autocéphale et ceux de l'Église ukrainienne autonome sont évacués à Varsovie. De façon générale, en 1944, les nazis font preuve d'une étonnante activité sur le plan religieux pour une fin de guerre. L'offensive de l'armée soviétique, cependant, gêne les plans du ministère. Les hiérarques ukrainiens quittent précipitamment Varsovie pour la Slovaquie et ailleurs.

Durant les derniers mois de la guerre, début 1945, le ministère des Territoires occupés de l'Est délaisse les affaires religieuses. Celles-ci, néanmoins, continuent de retenir l'attention de la Chancellerie du Parti. Ainsi, le 29 janvier Bormann écrit à Goebbels, ministre de la Propagande, au sujet de l'élection du nouveau patriarche de Moscou Alexis I qu'aucun point de vue ne doit être exprimé, ni dans la presse, ni dans les émissions radiophoniques. On tente de passer l'élection sous silence, la propagande n'ayant aucun argument à opposer.

La retraite des nazis, quittant les territoires occupés, s'accompagne d'incendies et de pillages d'églises, ce qui donne une idée de leur hostilité à l'orthodoxie. Les cloches sont enlevées, les prêtres sont déportés ou tués. Dans la seule région de Leningrad, les nazis détruisent 44 églises, près de 50 dans la région de Moscou. Suivant le décompte de la Commission d'urgence d'enquête sur les méfaits des envahisseurs fascistes allemands, 1670 églises orthodoxes ont été détruites ou endommagées, ainsi que 69 chapelles et 1127 bâtiments culturels d'autres religions.



Le patriarche Alexis I



Les ruines de l'église du village de Siliboukhovo, région de Moscou



L'église des Saintes-Femmes-Myrophores de Serpoukhov, région de Moscou



L'église de la Dormition saccagée et pillée par les Allemands



L'essor rapide de la vie religieuse sur les territoires occupés de l'URSS a été spontané et a pris immédiatement un caractère massif. La politique nazie consistait à morceler l'Église, à l'utiliser pour aider l'administration allemande et liquider l'orthodoxie après la fin de la guerre. La volonté « d'atomisation » de la vie religieuse se manifeste dans le soutien aux hiérarques opposants au Patriarcat de Moscou. Cependant, dans les faits, l'Église orthodoxe russe est rétablie sur tout le territoire occupé, bien que divisée jusqu'à un certain point en trois parties. En dehors de l'Ukraine, aucune Église nationale n'a pu être créée. En Ukraine, seule une minorité de clercs et de fidèles ont rallié la nouvelle Église. Non seulement la spiritualité des Russes, mais l'Église russe en tant qu'organisation se révélèrent beaucoup plus fortes et plus vivaces que les autorités nazis s'y étaient attendues.

Les églises ouvertes deviennent des centres de conscience nationale russe, où se manifeste le sentiment patriotique. Une grande partie de la population se regroupe autour d'elles. En trois années d'occupation seulement, dans un contexte de famine, de destruction, d'absence de moyens matériels, plus de 40% du nombre d'églises d'avant la révolution est restauré, pour un total d'au moins 9400. Par ailleurs, plus de 60 monastères renaissent, dont 45 en Ukraine, 6 en Biélorussie et 8-9 sur le territoire de la RSFSR.

La renaissance religieuse sur les territoires occupés d'URSS a eu de grandes conséquences. Sans aucun doute, elle a notablement influencé la politique religieuse des dirigeants soviétiques pendant la guerre. L'élan religieux a montré que les répressions et les persécutions des années 1920-1930 n'avaient pas réussi à anéantir la foi et les fondements de la vie paroissiale.

La vie religieuse sur les territoires occupés de l'URSS est immédiatement devenue un objet de lutte idéologique entre l'Allemagne nazie d'une part, le gouvernement soviétique et le Patriarcat de Moscou de l'autre. Dans un premier temps, l'Allemagne prend l'avantage, mais elle perd bientôt ses positions. L'activité religieuse dans les territoires occupés est bientôt de plus en plus contrôlée par Moscou et Oulianovsk (d'octobre 1941 à août 1943, résidence du métropolite Serge (Stragorodski), chef de l'Église orthodoxe russe).



En 1943, le commandement soviétique et le Patriarcat lancent ensemble l'offensive. Les tentatives pour étendre leur influence à la vie religieuse du territoire occupé se multiplient. Non sans un succès partiel : des liens sont établis avec les métropolites Alexandre (Inozemtsev), Serge (Voskressenski) et d'autres. Les actions de propagande deviennent fréquentes. Grâce à ces efforts, en 1943-1944, le nombre de clercs partisans du Patriarcat de Moscou augmente constamment dans les territoires occupés. Après la retraite des armées nazies, la majorité des paroisses orthodoxes ukrainiennes, biélorusses et baltes rejoint le Patriarcat sans trop d'opposition. Les choses ont été encore plus simples avec les monastères. La plupart, sous l'occupation, se considéraient comme dépendant canoniquement du Patriarcat de Moscou. Ainsi, à la fin de la guerre, l'Allemagne nazie est non seulement vaincue sur le plan militaire et économique, mais voit également l'échec de sa politique religieuse.